

La crise des hydrocarbures perdure (page 3)



Le problème de la pénurie de carburant peine à trouver une solution durable.

INTEGRATION REGIONALE



COMESA

Le Sommet des chefs d'Etat approche à grand pas (page 2)

AGRICULTURE



Filière café

Quand le changement climatique affecte la filière café (page 6)

SANTE



Fabrication des médicaments

La santé pour tous sans molécules ? (page 9)

Editorial Un problème insoluble



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

semaine. Malgré les efforts consentis, l'approvisionnement du pays en produits pétroliers reste très instable. Jusque-là, les tentatives de réponse du porte-parole du ministère de l'Energie prétendant une forte affluence des importateurs sur le marché pétrolier peinent à passer dans l'opinion. Par contre, les autorités confirment bel et bien qu'il s'agit d'une conséquence directe de la chute des réserves de change aggravée par les spéculations rampantes autour du billet vert.

Le gouvernement tente d'apporter des solutions durables à cette problématique avec la création d'une société pétrolière du Burundi (SOPEBU). L'arrivée d'un nouvel

acteur dans le circuit semblait prometteuse, mais la situation reste préoccupante. D'aucuns se demandent si l'enregistrement en ligne des engins roulants pour suivre la distribution du carburant serait une solution miracle. De toutes les façons, le nœud du problème reste la pénurie chronique des devises met à mal l'économie nationale.

La crise des hydrocarbures affecte tous les secteurs, notamment le commerce, les transports, la construction et l'industrie. Le pays doit mobiliser assez de devises pour répondre à une demande croissante (plus de 30 millions de litres de carburant par mois). L'importation de l'or noir nous coûte chaque année environ

300 millions USD alors que les recettes issues des exportations évoluent en dent de scie.

L'économie burundaise vacille encore. Les statistiques officielles montrent que le pays n'a pas assez de devises pour assurer régulièrement ses importations. Par effet de contagion, les produits importés plongent le pays dans une spirale inflationniste. Les cours des denrées alimentaires restent volatiles sur le marché. Les prix des matériaux de construction et l'ensemble des produits importés affichent la même tendance.

Une lueur d'espoir se profile à l'horizon avec la redynamisation de la filière café et la reprise

imminente de l'exploitation des minerais stratégiques d'autant plus que le nouveau Code minier est déjà promulgué.

Le pays peine à mobiliser les devises dans un contexte de morosité économique. Les industries accusent un manque criant de matières premières et d'énergie pour fonctionner. Sur le plan de la coopération bilatérale, les partenaires au développement s'indignent de la mauvaise gestion des financements. Ce qui ralentit la mise en œuvre des programmes de développement. Des réformes institutionnelles profondes s'imposent pour une gestion efficiente des dons et des financements extérieurs.

L'embellie économique n'a été que de courte durée. Les longues files d'attente des véhicules s'observent de nouveau devant les stations-service depuis plus d'une

INTEGRATION REGIONALE

COMESA : Le Sommet des chefs d'Etat approche à grand pas

Le Burundi s'apprête à accueillir le 23ème Sommet de la conférence des Chefs d'Etat du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) prévu au 31 octobre 2024. L'évènement riche en couleurs sera précédé par un forum d'affaires et un Conseil des ministres respectivement les 28 et 29 octobre 2024. Flash-back sur la genèse de cette organisation, le processus décisionnel et son impact économique

Genèse du COMESA

La création du COMESA remonte à 1994 lorsqu'il a été mis en place pour remplacer l'ancienne Zone d'échanges préférentiels (ZEP) qui existait depuis les premiers jours de 1981. Le COMESA a été créé « en tant qu'organisation des États souverains qui ont convenu de coopérer aux fins du développement de leurs ressources naturelles et humaines pour le bien de tous leurs peuples ». A ce titre, il couvre une vaste série de ses objectifs prioritaires dont la promotion de la paix et de la sécurité dans la région. La finalité est de devenir une grande communauté économique et commerciale capable de surmonter certains des obstacles auxquels sont confrontés les États membres.

La stratégie actuelle du COMESA peut ainsi se résumer dans la phrase « la prospérité économique par l'intégration régionale ». Le bloc régional compte 21 États membres dans ses rangs avec un PIB combiné de 1 000 milliards de dollars. Il s'agit d'un vaste marché régional de plus de 640 millions de personnes. L'espace COMESA couvre géographiquement une superficie de 12 millions de km², soit près des deux tiers du continent africain.

Une organisation bénéfique pour les pays membres

Le Secrétariat du COMESA travaille en étroite collaboration avec les ambassades des États membres basées à Lusaka et même avec celles œuvrant en dehors de la Zambie, mais accréditées auprès du COMESA. D'après Mme Chileshe Mpundu Kapwepwe, Secrétaire générale du COMESA, cette organisation appuie les initiatives des gouvernements dans la promotion du commerce intra-africain, l'économie inclusive et l'amélioration de la législation en matière des affaires.

De par le passé, la République du Burundi a reçu son soutien dans les domaines du commerce, de l'énergie et de la promotion de l'autonomisation économique des femmes. Actuellement, le Burundi met en œuvre le Programme de facilitation du commerce dans les pays des Grands Lacs financé



par la Banque Mondiale en collaboration avec le COMESA. Ce programme poursuit un triple objectif, à savoir : l'amélioration des moyens de subsistance dans les zones frontalières entre le Burundi et la RD du Congo, la promotion du commerce transfrontalier et le renforcement de l'interdépendance économique.

Le COMESA a appuyé la création de six postes frontières à guichet unique dont 4 postes frontières entre le Burundi et le Rwanda et deux autres entre le Burundi et la Tanzanie, a annoncé Mme Mpundu Kapwepwe lors de la présentation des lettres de créance de l'ambassadeur du Burundi en Zambie.

Description du processus décisionnel

Le COMESA a développé une structure décisionnelle globale au sommet de laquelle se trouve la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des 21 pays membres. Il y a ensuite un Conseil des ministres responsable de l'élaboration des politiques, 12 comités techniques et une série d'autres organes consultatifs (y compris les relations spécifiques avec les pays partenaires et les milieux d'affaires).

En outre, chaque État membre nomme des personnes de liaison dans ses ministères respectifs qui font partie du processus de communication au jour le jour. La coordination générale est assurée par le Secrétariat basé à Lusaka en Zambie.

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement connue sous le nom de Conférence du COMESA est composée des 21 chefs d'Etat et de gouvernement des États membres. C'est l'Organe suprême responsable de la politique générale, de la direction et du contrôle de l'exécution des fonctions exécutives du COMESA.

La Conférence s'intéresse surtout à la trajectoire stratégique de la région ainsi qu'à la réalisation des objectifs du bloc. Les décisions et directives des chefs d'Etat sont prises par consensus et s'imposent à toutes les institutions subordonnées, à l'exception de la Cour de justice.

Le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres est le deuxième organe directeur le plus élevé du COMESA. Il est composé de ministres désignés par les États

membres. Le Conseil est chargé d'assurer le bon fonctionnement du COMESA conformément aux dispositions du Traité.

Il prend également des décisions politiques sur les programmes et les activités du COMESA, y compris le suivi et l'examen de sa gestion financière et administrative. Comme le prévoit le Traité, les décisions du Conseil sont prises par consensus, à défaut de quoi elles sont prises à la majorité des deux tiers des membres du Conseil.

Quid des défis qui hantent le bloc régional ?

Le bloc économiques est confrontée à certaines barrières qui bloquent l'intégration effective. Ce sont notamment l'exigence de visas aux ressortissants des pays membres, les balances commerciales déficitaires, la cherté du transport aérien, l'insuffisance des infrastructures de transport ...

Le Burundi a adhéré à la ZEP en 1981 qui deviendra COMESA en 1994. Dès lors, il bénéficie du tarif extérieur commun de la communauté, soit 25% pour les produits finis et 10% pour les biens intermédiaires. Bien que l'adhésion du Burundi au COMESA impacte positivement tous les secteurs, entre autres l'économie, le social, les relations diplomatiques et politiques, le pays doit faire face à la concurrence puisque la valeur des exportations par rapport à celle des importations est faible par rapport à celle des autres pays membres de cette communauté.

Benjamin Kuriyo

La capitale économique du Burundi va abriter le prochain Sommet des chefs d'Etat du COMESA prévu à la fin de ce mois. Les activités dudit évènement de grande envergure se dérouleront autour du thème central : « Accélérons l'intégration régionale par le développement des chaînes de valeurs régionales dans les domaines de l'Agriculture résiliente au climat, de l'Exploitation minière et du Tourisme ».

A la veille du Sommet, les bâtiments d'AGATEKA Hall de Kigobe abriteront un forum d'affaires couplée à une exposition vente. Ainsi, la réunion regroupant des hommes d'affaires de la région sera une bonne occasion pour les hommes et femmes d'affaires du Burundi à échanger, de démontrer leurs compétences et d'exhiber leurs œuvres. Les inscriptions pour les participants sont en cours sur la plateforme www.burundi-comesa23.bi jusqu'au 22 octobre 2024.

BurundiEco
C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 18 Octobre 2024		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2880	2926
Euro	3122	3173
Shi. Kenyan	22,3264	22,6865
Shi. Tanzanien	1,0569	1,0740
Shi. Ougandais	0,7839	0,7966
Fr Rwandais	2,1208	2,1550

Approvisionnement en carburant : une solution en demi-teinte

Le mois de septembre 2024 a été marqué par une amélioration dans l'approvisionnement de l'essence. Mais, aujourd'hui, ce n'est pas seulement le mazout qui est rare, même l'essence est difficile à trouver. Les véhicules forment des queues interminables dans les rares stations-service qui disposent du carburant.

Le problème de la pénurie de carburant peine à trouver une solution durable. Le soulagement en matière d'approvisionnement en essence, observé en septembre 2024 touche à sa fin. Le mazout et l'essence se font rares. Les stations-service que nous avons visitées dans la ville de Bujumbura le matin du 16 octobre 2024 étaient à sec. Il s'agit notamment des stations-service Mogas et MPS de Buyenzi, Intepetrol et Mugiraneza de Bwiza, Top One de Kigobe, etc. La seule station-service où les automobilistes avaient encore l'espoir de trouver du carburant était Intepetrol de Jabe. Là-bas, une centaine de véhicules faisaient la queue sur 400 mètres, jusqu'à l'entrée du Clinique Medico Chirurgicale Chrétienne de Jabe (CMCC) dit « Kwa David ».



Les automobilistes font la queue devant les stations-services espérant être servis en carburant.

« Nous sommes fatigués de cette pénurie interminable de carburant. Le répit observé dans l'approvisionnement en essence n'a duré que quelques semaines. Nous voici de retour à la case départ », se désole Thierry Niyonzima, un jeune conducteur de taxi rencontré à Jabe en quête de carburant. Janvier Ndayikeje, un conducteur de bus, estime que le problème de la pénurie de carburant n'a probablement pas de solution. Il ironise en disant que tous les usagers de la route devraient s'habituer à cette situation. Il rappelle que la pénurie de carburant a un impact négatif sur différents secteurs.

Dans le commerce, la hausse des prix devient inévitable. Le transport devient de plus en plus cher et la population peine à se déplacer. C'est le cas dans la ville de Bujumbura où les liaisons entre différents quartiers deviennent difficiles faute de bus desservant les différentes lignes.

L'essence est-elle au moins disponible ?

« L'essence est disponible. Ce n'est plus un problème. Même hier (jeudi 10 octobre 2024), 20 camions citernes chargés d'essence sont entrés au Burundi », a précisé Innocent Girukwishaka, porte-parole du ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines, lors de l'émission publique des porte-paroles des institutions publiques tenue à Bururi vendredi le 11 octobre 2024. Il a ajouté qu'il y a de l'espoir pour résoudre le problème du mazout, car la technique utilisée pour l'approvisionnement en essence sera la même pour le gasoil.

Selon M. Girukwishaka, en attendant que le bateau chargé de carburant accoste en Tanzanie (sans préciser la date), le ministère en charge de l'énergie fait tout son possible pour acheter quelques quantités à Dar-Es-Salaam. Par conséquent, les usagers de la route sont servis comme d'habitude.

Saluons tout de même au moins certaines améliorations

« Parfois, les Burundais oublient

de reconnaître les progrès réalisés en matière d'approvisionnement en carburant. Si on compare la situation actuelle à celle d'il y a trois mois, il y a tout de même une légère amélioration », estime Jérôme Niyonzima, secrétaire général de l'Etat, lors de l'émission publique des porte-paroles tenue à Bururi. Pour lui, les progrès en matière d'approvisionnement en carburant sont satisfaisants et méritent d'être salués.

M. Niyonzima a rappelé que la pénurie de carburant a été amplifiée par des individus mal intentionnés qui cherchaient à contrarier les initiatives du gouvernement en cette matière pour donner l'impression que tout allait mal. Certains cachaient le carburant chez eux, tandis que d'autres l'exportaient illicitement. Il a exhorté tous les Burundais à dénoncer ceux qui sabotent les efforts du gouvernement.

A cette pénurie de carburant s'ajoute le casse-tête de l'enregistrement des véhicules sur les plateformes numériques de la Société Pétrolière du Burundi (SOPEBU). Le ministère en charge de l'énergie a digitalisé la commercialisation du carburant via l'application mobile Igitoro Pass que beaucoup ne maîtrisent pas. M. Girukwishaka rassure que cette application a été conçue pour suivre la quantité de carburant consommée dans le pays. Malgré tout, la pénurie du carburant est une évidence.

Cependant, différents analystes économiques estiment que l'enregistrement en ligne des véhicules ne constitue pas une solution à la pénurie de carburant. Selon eux, cela n'est qu'une perte de temps.

STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS PETROLIERS (en milliers de litres)

Produit	Essence Super	Pétrole	Gasoil	J.P.1 (Kérosène)
Période				
1995	3 053	462	2 059	211
1996	911	22	2 248	192
1997	5 122	449	5 012	1 568
1998	4 452	562	4 782	424
1999	2 782	178	1 336	390
2000	7 804	394	4 936	372
2001	3 919	186	3 729	902
2002	1 339	66	4 001	324
2003	3 919	186	3 729	902
2004	4 309	457	3 523	772
2005	948	268	1 517	1 423
2006	5 619	358	3 097	1 058
2007	3 213	166	2 315	620
2008	1 055	349	2 052	366
2009	1 581	406	1 263	498
2010	1 521	440	1 550	626
2011	1 076	358	2 382	1 313
2012	138	474	1 103	1 099
2013	1 863	355	2 329	867
2014	472	17	2 094	880
2015	1 739	94	741	586
2016	658	98	1 855	258
2017	578	180	2 689	1 126
2018	927	87	1 067	809
2019	2 083	85	1 946	814
2020	1 182	16	2 782	452
2021	896	73	969	251
2022	2 538	261	5 375	2 001
2023	3 258	263	8 737	10 253

Gilbert Nkurunziza

Quatre ans après, des résultats enregistrés sont satisfaisants

Les bénéficiaires du projet PRODECI TURIKUMWE jubilent du fait qu'ils ont bénéficié des financements qui leur permettent de se développer. Ils ont initié des activités génératrices de revenus. Ils ont aussi bénéficié de pas mal d'infrastructures dans des domaines variés. Les cadres de la Banque Mondiale, du HCR au Burundi et du Gouvernement en sont aussi ravis et demandent aux bénéficiaires de tout faire pour parvenir à fructifier les acquis du projet PRODECI TURIKUMWE



Visite effectuée par une délégation de la Banque Mondiale en partenariat avec le gouvernement du Burundi dans certaines zones d'intervention du projet PRODECI TURIKUMWE.

Dans une visite effectuée par une délégation de la Banque Mondiale en partenariat avec le gouvernement du Burundi dans certaines zones d'intervention du projet PRODECI TURIKUMWE situées respectivement dans les provinces de NGOZI, de MUYINGA et de RUYIGI du 8 au 10 octobre 2024, les bénéficiaires manifestent un sentiment de joie. Ils disent que ce projet ne cesse de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Dans la province de NGOZI, c'est le cas des membres de la coopérative Upendo qui se sont lancés dans la promotion de la culture du champignon. Consolatte KANYURI MASAWA, réfugiée habitant dans le camp des réfugiés de MUSASA situé dans la zone MUSASA de la commune KIREMBA en province de NGOZI et président de ladite coopérative affirme que c'est grâce au financement estimé à plus de 55 millions de FBu offert par PRODECI TURIKUMWE que cette coopérative évolue sans problème.

Avec ce financement, les membres de cette coopérative estimés à 31 dont 26 Congolais et 5 Burundais ont été formés sur les techniques de la culture du champignon. Parmi ces derniers, 16 sont des femmes et 15 des hommes. A l'heure actuelle, ils parviennent à produire plus de 610 kg de champignons par mois contre autour de 400 kg auparavant. Et leur objectif est d'atteindre une production équivalente à 4000 kg par mois.

La culture du champignon promue

KANYURI MASAWA affirme que cette coopérative contribue à



Mme NYAMUGISHA NYAKIRAYI a été financée par PRODECI TURIKUMWE à hauteur de 5 600 000 de FBu.

l'amélioration des conditions de vie de ses membres, car ils vendent un kg des champignons à 6000 FBu. De plus, cela contribue à la maîtrise de la malnutrition dans cette localité,

car le champignon est riche en beaucoup d'éléments nutritifs, indique-t-elle. Et depuis que le coût de la viande a flambé, elle précise que la majorité des réfugiés du camp de MUSASA et de ses environs consomment le champignon.

Et de renchérir que les amateurs de cette denrée fréquentent toujours cette coopérative pour s'en approvisionner. La clientèle n'est pas un problème car, en plus des clients locaux, cette coopérative est connectée à ISOKO RIRAMA de l'Ong IRC qui est une plateforme composée des plateaux, transformateurs et consommateurs du champignon. C'est pourquoi, cette coopérative s'engage à augmenter la production pour satisfaire la demande.

Le petit commerce à l'honneur dans les camps de réfugiés

Dans le même objectif d'améliorer les conditions de vie des réfugiés au camp de MUSASA, PRODECI TURIKUMWE a financé quelques pensionnaires pour leur permettre d'initier des activités génératrices de revenus. C'est le cas de Mme NYAMUGISHA NYAKIRAYI. Cette

cette CDS surtout en le dotant d'un bloc opératoire, car on enregistre beaucoup de femmes qui la fréquentent pour accoucher. Déjà, plus de 50 accouchements s'y déroulent par mois. Plus de 20 césariennes sont transférées dans les structures des hôpitaux de district les plus proches de ladite CDS. Et de préciser que cette CDS est là pour accueillir plus de 9000 réfugiés du camp de MUSASA et la communauté des collines environnantes.

Gabriel NGISI, un réfugié visionnaire

Les pensionnaires du camp des réfugiés de KINAMA situé sur la colline KINAMA de la commune GASOGWE dans la province de MUYINGA ne sont pas épargnés. PRODECI TURIKUMWE a financé Gabriel NGISI à hauteur de 5 millions de FBu. Ce réfugié d'origine congolaise se réjouit du fait que ce financement lui a permis de s'acheter d'un générateur pour initier une microentreprise de production d'énergie électrique d'une capacité de 15 kW.

Actuellement, NGISI indique qu'il parvient à enregistrer un bénéfice de plus de 300 000 FBu par mois malgré qu'il a toujours besoin de 7 litres de carburant pour faire fonctionner cette microentreprise de production du courant électrique. Il le fournit à 20 ménages et chacun d'eux paie 20 000 FBu par mois. Il alimente aussi 30 Activités Génératrices de Revenus (AGRs) composées des salons de coiffure, etc et les propriétaires de ces dernières paient quotidiennement.

A la découverte des jeunes qui ont atteint l'étape d'exportation de leurs produits agricoles

Dans le même objectif de promouvoir les coopératives, PRODECI TURIKUMWE a aussi appuyé la coopérative en action pour la création de l'emploi située sur la colline KAGUHU de la commune GASORWE dans la province de MUYINGA. « Grâce à l'appui de PRODECI TURIKUMWE,

femme a été financée par PRODECI TURIKUMWE à hauteur de 5 600 000 de FBu.

Pour le moment, elle vend des pagnes au camp des réfugiés de MUSASA et elle parvient à enregistrer un bénéfice de 10 000 FBu par pagne, soit un montant de 200 000 FBu si elle écoule tous ses pagnes. Et de s'en réjouir, car cela lui permet de subvenir correctement aux besoins de sa famille.

L'accès aux soins de santé garanti

Dans ladite province, PRODECI TURIKUMWE contribue aussi à l'accès aux soins de santé de qualité dans les camps de réfugiés. Comme Dr Prosper IRAKOZE, responsable du centre de santé du camp de réfugiés de MUSASA en témoigne, grâce au financement du PRODECI TURIKUMWE, il y a eu extension de la maternité de ladite structure



Gabriel NGISI indique qu'il parvient à enregistrer un bénéfice de plus de 300 000 FBu par mois.

de santé. On l'a doté de 18 lits, de matelas, de 2 lampes chauffantes, de concentrateurs d'oxygène, d'équipements de protection individuelle utilisés pendant la période des épidémies, etc.

Et d'ajouter que PRODECI TURIKUMWE a accordé des micronutriments à cette structure de santé destinés aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans. Il remercie alors PRODECI TURIKUMWE et lui demande de continuer à appuyer

nous avons rendu performantes nos activités centrées surtout l'agriculture et l'élevage », explique Jean Bosco Tombola, président de ladite coopérative.

Le financement d'un montant de 50 millions de FBu que PRODECI TURIKUMWE lui a accordé a fait que cette coopérative booste sa production agricole de manière significative. En plus de cela, on a atteint l'étape de la transformation pour donner de la valeur ajoutée à la production en collaboration avec



KANYURI MASAWA: « Cette coopérative contribue à l'amélioration des conditions de vie de ses membres »

la maison de consultance des jeunes entrepreneurs.

Actuellement, cette coopérative parvient même à exporter leurs produits. «Nous avons exporté ces derniers jours 2 tonnes et 400 kg de farine de maïs grillé. Un kg se vendait à 3,3 USD. Et d'ajouter 15 tonnes et 600 kg de farine de manioc et 413 kg d'arachides. Nous comptons aussi exporter 4 tonnes et 800 kg de farine de maïs grillé d'ici peu de jours à 3 USD le Kg. Le reste de nos denrées alimentaires est écoulé sur le marché local, surtout dans la capitale politique» .argue-t-il.

Demande d'un appui additionnel

Pour continuer à être plus performant, ce jeune entrepreneur demande un appui additionnel pour pratiquer l'irrigation, car cela leur permettra de travailler pendant toutes les saisons. De plus, ils souhaitent construire un grand hangar de stockage destiné à la conservation de leurs produits.

C'est de même pour les habitants de la colline RUSIMBUKO de la commune GASORWE et de ses alentours. Avec le financement de PRODECI TURIKUMWE, on a construit l'Hôpital de District de RUSIMBUKO. Les patients constitués des Congolais et des Burundais rencontrés à cet hôpital ne cachent pas leur sentiment de satisfaction.

Ils remercient vivement la Banque Mondiale et le Gouvernement du Burundi d'avoir eu cette idée d'y construire un hôpital de district. Ils indiquent qu'actuellement, ils sont pris en charge dans de bonnes conditions. Ils demandent de le doter d'équipements et du personnel suffisants pour qu'il n'y ait pas de patients qui recourent à d'autres structures de soins de santé situés ailleurs pour se faire soigner.

Entre 800 et 1200 patients fréquentent l'hôpital de district de RUSIMBUKO chaque mois

Le médecin directeur de cet hôpital certifie que ce que PRODECI TURIKUMWE a réalisé à l'hôpital de district de RUSIMBUKO est un acte louable. Il a été impressionné par cet acte. Selon lui, cela permettra aux prestataires de soins de bien accomplir leur mission de s'occuper des patients. Il a fait remarquer que cet hôpital accueille des patients estimés entre 800 et 1200 par mois. Et d'ajouter qu'une communauté estimée à 15 000 âmes est sensée fréquenter cet hôpital.

La province de RUYIGI n'a pas été épargnée. Le développement des AGRs y a été aussi une priorité de PRODECI TURIKUMWE. Il a financé Mme Francine Nkurikiye, habitant



Vital Nigarura, coordonnateur de PRODECI TURIKUMWE : « 577 639 emplois ont été créés dans toute la zone d'actions. Tous ces emplois ont été générés par les activités de PRODECI TURIKUMWE au sein des communautés. »

la colline RUBARAGAZA de la commune BUTEZI dans la province de RUYIGI. On lui a accordé 8 chères.

Actuellement, NKURIKIYE se réjouit du fait que la reproduction de ses chères se passe bien, car elle dispose déjà de 11 chèvres. Elle affirme qu'elle n'a pas de souci avec la fumure organique grâce à l'élevage des chèvres et elle fait savoir qu'elle ne cesse de booster sa production agricole.

Les bénéficiaires ravis

Bref, les bénéficiaires remercient la Banque Mondiale et le gouvernement du Burundi d'avoir pensé à mettre en place PRODECI TURIKUMWE, car ses appuis constituent le moteur de leur développement en particulier et du pays en général. Ils leur demandent d'étendre la zone d'intervention pour qu'on ne laisse personne en arrière comme le recommande les Objectifs de Développement Durable (ODDs).

Quid des réalisations de PRODECI TURIKUMWE après 4 ans

Vital Nigarura, coordonnateur de PRODECI TURIKUMWE se réjouit aussi de la contribution de ce projet au développement des réfugiés et de leur communauté d'accueil après déjà presque 4 ans qu'il est à l'œuvre. Jusqu'aujourd'hui, il fait savoir que 577 639 emplois ont été créés dans toute la zone d'actions. Tous ces emplois ont été générés par les activités de PRODECI TURIKUMWE au sein des communautés.

Pour la composante A qui concerne la subvention pour le développement des communes, Nigarura précise qu'il y a eu la construction des

infrastructures socio-économiques résilientes. Au total, sur 54 sous projets d'infrastructures initiés depuis le début du projet, 27 ont été déjà réceptionnés. La moitié de ces derniers est en cours d'exécution.

Concrètement, il y a eu construction de 5 centres de santé, d'un hôpital, de 14 ECOFO, de 3 hangars de stockage et d'un centre Multimedia au camp de KINAMA ainsi que d'une école pour les réfugiés. On a pu étendre un lycée communal en le dotant d'un bloc administratif et on a clôturé un hôpital. Toutes ces infrastructures ont été réceptionnées provisoirement.

De plus, on a procédé à l'extension de la maternité à l'hôpital de KINYINYA en le dotant de blocs de Gynécologie et de Pédiatrie. L'extension de l'ECOFO MANGOMA en le dotant de 9 salles de classe, d'un bloc administratif et de 3 blocs de latrines et l'extension de l'ECOFO KINANIRA en le dotant de 6 salles de classe et de 3 blocs de latrines ont été réalisées.

Et d'ajouter la réhabilitation du lycée communal de MUSENYI avec 4 salles de classe, une salle polyvalente et 2 blocs de latrines et la réhabilitation du lycée communal de GASEZERWA avec 6 salles de classe. La pré réception technique de toutes ces infrastructures a eu lieu à la fin du mois de juillet 2024.

Concernant les infrastructures en cours de réalisation, 9 sous projets d'infrastructures scolaires sont ciblés. Et d'ajouter les sous projets de pistes d'accès dans les zones rurales. Sur un total de 11 pistes d'accès d'un linéaire de 177 202 km, 3 pistes d'accès sont en cours de réhabilitation à un niveau satisfaisant. Les travaux de réhabilitation de 5 autres pistes d'accès sont encore au début.

Pour la composante B concernant les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition, il y a eu le soutien aux microentreprises individuelles. Et sur base des données recensées jusqu'au 31 juillet 2024, 832 microentreprises agricoles ont été appuyées.

Il y a eu aussi le soutien aux initiatives économiques à l'endroit des associations et des coopératives. Sur 84 associations et coopératives ciblées jusqu'à la fin du mois de juin 2024, 82 coopératives et associations, soit plus de 97%, ont été financées jusqu'au 31 Juillet 2024.

84 plans d'affaires ont été sélectionnés au niveau de 21 communes. Les sous projets ciblés sont entre autres les cultures de maïs, d'avocats, de pomme de terre et de Soja. Cela a été associé

avec l'élevage des bovins, des caprins, des porcins, la pisciculture associée à l'élevage des poules, la culture des champignons et l'apiculture.

Concernant l'amélioration de la nutrition, 99 parents lumières dont 61 femmes ont été identifiés dans les 5 camps des réfugiés ainsi que sur les 16 collines adjacentes et une liste des parents lumières a été établie et validée par la communauté elle-même.

Et dans l'objectif de combattre la malnutrition chez les enfants de moins de 2 ans, PRODECI TURIKUMWE a organisé des campagnes de distribution des micronutriments en poudre pour tous les enfants de 6 à 23 mois et des comprimés de Fer + acide folique pour les femmes enceintes dans les camps de réfugiés de KINAMA, MUSASA, BWAGIRIZA, NYANKANDA, KAVUMU ainsi que les collines adjacentes à ces camps de réfugiés.

Au total, 9877 bénéficiaires ont déjà reçu les intrants nutritionnels dont 6 782 enfants de 6 à 23 mois et 3095 femmes enceintes depuis le mois d'Avril 2023 jusqu'au mois de Juin 2024. De surcroît, au total, 3640 jardins potagers ont été installés dont 1200 pour les réfugiés.



Brigitte Mukanga-Eno, représentante du HCR au Burundi remercie le gouvernement du Burundi d'avoir accepté d'accueillir les réfugiés.

Le bureau de Banque Mondiale au Burundi ravi des prestations de PRODECI TURIKUMWE

Hawa Cissé Wagué, représentante de la Banque Mondiale au Burundi apprécie bien les résultats enregistrés par PRODECI TURIKUMWE. Elle demande aux bénéficiaires de bien entretenir ces infrastructures afin qu'elles soient bénéfiques pour le pays.

Aux entrepreneurs, elle demande de continuer sur la même lancée pour se développer. Selon elle, viser l'exportation est une chose importante, car cela leur permet de bénéficier des devises. Pourtant, elle leur demande de cibler aussi le marché local tel que les cantines scolaires.

Varalakshmi Vemuru, cadre de la Banque Mondiale en Afrique du Centre et du Sud se réjouit aussi des résultats enregistrés par PRODECI TURIKUMWE. Elle demande aux bénéficiaires d'être toujours de bons gestionnaires.

Plus de 90 000 réfugiés au Burundi

Brigitte Mukanga-Eno, représentante du HCR au Burundi remercie le gouvernement du

Burundi d'avoir accepté d'accueillir les réfugiés. Actuellement, le Burundi abrite autour de 90 000 réfugiés éparpillés dans 5 camps.

Et, parmi ces derniers, plus de 90% sont des Congolais. Le reste est constitué de Rwandais, de Soudanais, d'Ougandais et de Centrafricains. Elle remercie la Banque Mondiale pour son appui à travers PRODECI TURIKUMWE, car cela permettra aux réfugiés de ne pas constituer une charge pour la communauté d'accueil. Pourtant, cela va occasionner la meilleure harmonie et le bien-être commun.

Le gouvernement ravi

Le gouvernement remercie vivement la Banque Mondiale pour son soutien à travers PRODECI TURIKUMWE. Selon le secrétaire permanent au ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, pas mal d'infrastructures ont été construites. Des financements ont été accordés aux coopératives et associations. Selon lui, cela permettra aux Burundais et aux réfugiés de nouer de bonnes relations et de contribuer au développement. Il demande aux bénéficiaires de bien fructifier les acquis de ce projet.

Et de noter que le projet PRODECI TURIKUMWE a été lancé le 31 août 2021 et que la date de clôture de ses activités est fixée le 1er mars 2026. Les bénéficiaires sont les personnes vivant dans les communes ciblées, y compris les réfugiés. Il y a aussi les microentreprises estimées à 2500, les réfugiés des 5 camps que compte le Burundi et les communautés adjacentes aux camps, les groupes des producteurs dans les communes cibles, les associations estimées à 100 et les ménages des camps et des communautés d'accueil ayant des femmes enceintes et/ou des enfants de moins de 2 ans estimés à 12 000.

Signalons qu'il opère dans 21 communes de quatre provinces qui abritent les réfugiés. Ce sont les communes CANKUZO, MISHIHA, GISAGARA et CENDAJURU de la province de CANKUZO, les communes de GASORWE, BUHINYUZA, GASHOHO, BUTIHINDA, MUYINGA, MWAKIRO et GITERANYI de la province de MUYINGA, les communes de KIREMBA, NYAMURENZA, MWUMBA et TANGARA de la province de NGOZI, les communes de BUTEZI, KINYINYA, BWERU, GISURU, BUTAGANZWA et RUYIGI de la province de RUYIGI et dans les camps de MUSASA, KAVUMU, KINAMA, NYANKANDA et BWAGIRIZA.



Selon le secrétaire permanent au ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, pas mal d'infrastructures ont été construites.

Quand le changement climatique affecte la filière café

Ces dernières années, le Burundi fait face aux défis majeurs liés au changement climatique. Entre inondations, sécheresses et pluies torrentielles, les caféiculteurs burundais se retrouvent en train de subir les conséquences de ces bouleversements climatiques. A cela s'ajoutent des maladies qui menacent leurs récoltes. Ces facteurs impactent à la fois la qualité et la quantité de café produit, mettant en péril l'avenir de cette culture essentielle. Face à cette situation, les experts proposent des alternatives pour préserver et revitaliser la production de café au Burundi



Emilienne Manirambona de la coopérative Twaranyuzwe de Kayanza : « la coopérative crée un environnement propice à la progression collective ».

Le goût d'un café dépend de l'éventuelle utilisation de fertilisants, de la manière dont les cerises sont récoltées, de la façon dont elles sont travaillées, séchées, expédiées, torréfiées et enfin emballées. Tout changement ou erreur dans l'une de ces étapes se ressentira dans le café. C'est ce qu'explique Parfait Nitunga, docteur en science et technologies alimentaires avec expertise sur les produits alimentaires d'origine tropicale. C'était dans une interview qu'il a accordée à Ilaria Beretta, coauteure de cet article.

Si le changement climatique et les maladies des caféiers peuvent avoir des effets sur la qualité, ils peuvent aussi impacter la quantité du café à produire. C'est ce que confirme Claver Nzimpora, caféiculteur aguerris depuis plus de 50 ans. « Trop de soleil ou de pluies diluviennes diminuent notre rendement. Et le pire, c'est la grêle, qui détruit tout sur son passage », déplore-t-il.

Les maladies, une épine dans le pied des Caféiculteurs

Les caféiculteurs sont également confrontés à des maladies redoutables qui menacent leurs cultures. Parmi elles, l'Urukara (anthracnose) qui cause de terribles pertes. « Cette année, nous avons subi de nombreux dégâts à cause de cette maladie », témoigne Nzimpora, appelant l'ODECA à agir rapidement pour éviter des conséquences irréversibles.

Une autre menace est l'igifushi (Antestiopsis), appelé aussi la rouille des plantes. « Au Burundi, la rouille des plants de café est très connue. La présence d'insectes pathogènes du café est très dangereuse. En particulier au Burundi, nous avons un gros problème avec un insecte qui crée le goût de la pomme de terre dans le café final », avertit Dr. Nitunga.

Comme il continue de l'expliquer, la rouille, le goût de pomme de terre dans le café final dû à l'antestiopsis, divers coléoptères qui attaquent le plant de café, divers champignons et bactéries qui attaquent à la fois les feuilles, le tronc et les racines, etc. tous ces problèmes sont généralement dus à des périodes de sécheresse très prolongées ou des périodes de pluies très prolongées et à l'augmentation de la température dans les zones de culture du café.

Les pesticides, un couteau à double tranchants

Pour protéger leurs caféiers des ravageurs comme la punaise « igifushi », les caféiculteurs recourent à la pulvérisation avec des pesticides. Au Burundi, cette pulvérisation se fait deux fois par

campagne avec un intervalle de 21 jours. On utilise d'abord l'insecticide Lampdalm, suivi du pesticide Iron. En parallèle, l'application des fertilisants intervient deux fois par campagne, avec l'engrais NPK mélangé à de la fumure organique. Pour la fertilisation, la première application se fait dès l'apparition des cerises pour stimuler leur croissance et la seconde intervient lors de leur maturation.

Dr. Nitunga avertit sur les conséquences liées à l'utilisation. Ainsi, l'utilisation excessive de pesticides et d'engrais, qui, bien que bénéfiques à court terme, polluent les sols et les nappes phréatiques. Les fertilisants appauvrissent l'environnement. Malgré les dangers connus, cet expert craint que l'utilisation de ces substances pourrait augmenter en période de crise climatique alors que les caféiculteurs cherchent à

maintenir leur production face à un environnement en mutation.

La culture à l'Ombre, une alternative

La culture à l'ombre, initiée par des organismes tels que la FAO et le PAM, propose d'associer le café avec des plantations de bananes, d'avocats, de haricots, de maïs, etc. « Cela permet aux agriculteurs de générer des revenus supplémentaires tout en favorisant une meilleure croissance des plants de café. En effet, un café cultivé à l'ombre produit souvent de meilleures récoltes qu'un café exposé en plein soleil nécessitant un équilibre entre lumière et ombre », souligne Dr Nitunga.

Cet expert ajoute que cette méthode pourrait également réduire les infestations d'insectes nuisibles et de pathogènes. La présence

de persine dans l'avocat par exemple pourrait aider à éloigner l'Antestiopsis, responsable du goût de pomme de terre dans le café burundais.

Pasquale De Muro est professeur d'économie du développement à l'Université de Rome 3. Il a travaillé pendant des années sur des projets agricoles dans divers pays africains en évaluant leurs impacts environnementaux et sociaux. Il a été interviewé par Ilaria. Pour lui, la diversification des cultures en synergie et la culture à l'ombre, constituent une réponse efficace au changement climatique. Il insiste sur l'importance de l'intercropping ou la culture intercalaire en Afrique, où les écosystèmes sont souvent fragiles. L'intercropping étant une pratique qui consiste à cultiver plusieurs cultures sur le même champ, en même temps, selon un schéma de rangées défini. Pour lui, ces méthodes traditionnelles doivent être redécouvertes pour renforcer la résilience de l'agriculture caféière face à la crise climatique.

De Muro propose également d'explorer de nouvelles espèces de café, comme le *Coffea stenophylla*, originaire d'Afrique de l'Ouest et redécouvert en Sierra Leone en 2021. « Ce caféier, qui pousse à basse altitude, tolère la sécheresse et présente une résistance accrue aux maladies, promettant une durée de vie supérieure à celle du fragile Arabica », suggère-t-il.

Le rôle des coopératives est indispensable

Le regroupement des caféiculteurs en coopératives peut aussi les aider à lutter contre les effets du changement climatique et les maladies éventuelles. Claver Nzimpora est le fondateur d'une coopérative de caféiculteurs appelée Dusangir'ijambo qui gère également une station de lavage. Il nous partage les avantages de l'union entre agriculteurs.

Selon lui, les agriculteurs réunis en coopératives ont généralement des plants de café en bonne santé et prennent grand soin d'eux. Grâce à l'auto-formation et à l'entraide, chacun peut améliorer sa production. Un autre avantage est que les producteurs réunis dans les coopératives sont directement approvisionnés en engrais. Ce qui facilite l'entretien de leurs champs à temps.

« L'avantage des coopératives se ressent dans l'ensemble de la communauté. Que l'on soit membre ou non, tous les producteurs reçoivent le même prix lorsqu'ils apportent leur café à notre station de lavage. Le véritable atout d'appartenir à une coopérative se manifeste surtout lors de productions optimales où des primes peuvent être attribuées aux membres », dit-il.

Même son de cloche pour Emilienne Manirambona de la coopérative Twaranyuzwe de Kayanza. Pour elle, la coopérative crée un environnement propice à la progression collective. « Nous menons également d'autres projets agricoles pour diversifier nos revenus. Nous pouvons vendre les produits issus de cette culture, générant ainsi un revenu supplémentaire », précise-t-elle.

« Cette année, nous avons cultivé du maïs et avons stocké environ une tonne dans notre entrepôt, que nous prévoyons de vendre. De plus, nous sommes sur le point de récolter des haricots que nous avons cultivés en utilisant du fumier provenant de la pulpe issue du traitement des cerises de café. Ainsi, nous transformons ce qui pourrait être un déchet en une ressource utile pour notre agriculture », conclut-elle.

Cet article a été réalisé grâce à Journalismfund Europe par deux journalistes : Florence Inyabuntu et Ilaria Beretta, avec le soutien du Dr Parfait Nitunga.



Dr Parfait Nitunga : « La culture à l'ombre permet aux agriculteurs de générer des revenus supplémentaires tout en favorisant une meilleure croissance des plants de café ».

La Banque Mondiale engagée pour accélérer l'électrification au Burundi

Une session des journées sur l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi a été organisée par la Banque Mondiale en collaboration avec l'Alliance pour l'Electrification Rurale (ARE) sous le haut patronage du Gouvernement du Burundi pour renforcer le chantier des réformes qui ont été opérées pour accélérer l'accès à l'énergie. Ce cadre d'échange a également permis au Gouvernement et ses partenaires au développement, en collaboration avec le secteur privé, d'identifier les défis auxquels fait face le secteur de l'énergie et proposer des solutions



La troisième session des journées sur l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi a été marquée par la signature entre la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD) d'un accord de co-financement de 10 millions USD pour appuyer le projet ASCENT.

Du 15 au 16 octobre 2024, sous le haut patronage du Gouvernement du Burundi, la Banque Mondiale et l'Alliance pour l'Electrification Rurale ont organisé la 3ème session des journées sur l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi. Ce grand évènement annuel permet aux intervenants locaux et internationaux du secteur de l'énergie tant publics que privés d'échanger et de discuter sur les stratégies et les réformes visant l'accélération de l'accès à l'électricité au Burundi. C'est aussi une occasion d'identifier les défis devant empêcher le pays d'atteindre l'objectif d'accès universel à l'énergie d'ici 2030.

La Banque Mondiale, un partenaire stratégique dans le développement du secteur de l'énergie

Au Burundi, l'accès à l'énergie est relativement faible. Actuellement, le taux d'électrification nationale s'élève à 11 %, avec un taux d'accès inférieur à 2 % dans les zones rurales. Toutefois, plusieurs initiatives sont en train d'être menées par le Gouvernement du Burundi et ses partenaires au développement pour booster la production de l'énergie.

Pour sa part, la Banque mondiale a depuis longtemps financé le secteur de l'énergie. Ainsi, plusieurs projets visant à redynamiser ce secteur ont été élaborés et mis en œuvre ces dernières années, d'autres sont en cours d'exécution notamment le projet SOLEIL NYAKIRIZA, financé à hauteur de 100 Millions USD. Hawa Cissé Wague, la Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi est revenue sur certains de ces projets dont le projet régional de RUSUMO FALLS qui a permis d'injecter environ 27 Mégawatts dans le réseau hydroélectrique du Burundi et le projet de construction du Barrage Hydroélectrique Jiji-Mulembwe (BHJM) qui va bientôt verser 49 Mégawatts dans le réseau national.

Concernant le projet SOLEIL NYAKIRIZA en cours d'exécution, il vise la connexion en énergie solaire aux 400 écoles, 400 centres de santé et 60 000 ménages burundais selon Mme Wague. Il permettra également à apporter à 50 000 ménages des solutions de cuisson propre.

Le Projet ASCENT pour accélérer l'accès à l'énergie propre et durable

La troisième session des journées sur l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi a été marquée par la signature entre la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD) d'un

accord de co-financement de 10 millions USD pour appuyer le projet ASCENT (Accélérer la Transformation de l'Accès à une Énergie Propre et Durable).

Ce Projet de la Banque Mondiale qui va démarrer ses activités au début de l'année 2025 paraît comme un outil efficace pour accélérer l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi. Les bailleurs de fonds de ce projet sont principalement la Banque Mondiale et d'autres partenaires au développement dont l'Agence Française de Développement (AFD), l'UE et la Banque Européenne d'Investissement. Financé à hauteur de 190 millions USD, il va permettre de réhabiliter et d'étendre le réseau de Bujumbura. Grâce à ce projet, il est prévu qu'environ 2,4 millions de personnes, 12 000 institutions publiques et 6 000 petites et moyennes entreprises soient connectées à la fin du projet.

Pour Jean Albert Manigomba, Directeur Général de la REGIDESO, le projet permettra de régler les défis liés aux coupures intempestives d'électricité au Burundi. La réalisation de ce projet va aussi résoudre le problème de la mauvaise qualité des services d'électricité qui bloque les opportunités de croissance économique du pays. Il appuiera des réformes clés grâce

à des conditions basées sur la performance en ce qui concerne la structure tarifaire, la politique de raccordement électrique et les normes du réseau afin d'éliminer les obstacles à l'électrification et d'assurer la viabilité à long terme des investissements

De son côté, les Etats-Unis ont aussi accordé un financement de 5 millions USD pour financer le secteur de l'énergie au Burundi

L'accès universel à l'énergie : le rôle du secteur privé est incontournable

Le Gouvernement du Burundi envisage d'atteindre l'objectif d'accès universel à l'énergie d'ici 2030. Pourtant, L'atteindre cet objectif nécessite un montant de 3 000 milliards USD selon Ibrahim Uwizeye, Ministre Burundais ayant l'énergie et les mines dans ses attributions. L'implication du secteur privé dans le réseau électrique burundais et hors réseau est cruciale pour compléter la participation du gouvernement et ses partenaires dans le développement du secteur de l'énergie et par conséquent atteindre des résultats palpables à l'horizon de 2030.

De sa part, le Burundi a effectué des réformes visant à inciter la participation du secteur privé dans ce secteur combien important pour l'atteinte du développement durable au Burundi. Parmi ces réformes figurent la mise place d'une loi révisée sur l'électricité au mois de mars dernier qui permet la libéralisation du secteur de l'énergie, la promulgation d'un décret visant les statuts de REGIDESO qui comprend le recrutement compétitif du Comité de Direction de cet organe, la validation et le lancement de la stratégie d'électrification du pays. Ces réformes expriment la volonté du Gouvernement burundais d'ouvrir la porte au secteur privé pour investir dans le secteur de l'énergie.

Toutefois, d'autres réformes sont aussi nécessaires pour enlever certains défis qui nécessitent une attention particulière. La Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi Hawa Cissé Wague révèle qu'il ya un besoin de renforcer l'autorité de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie pour un développement durable et transparent du secteur de l'énergie. Elle est revenue également sur la nécessité de poursuivre les réformes visant l'amélioration

et l'efficacité opérationnelle et financière de REGIDESO, mais également la révision des tarifs pour mieux refléter un coût qui permet de financer les investissements pérennes dans le secteur.

En outre, « la création des conditions pour promouvoir l'intégration régionale permettra d'importer plus d'électricité à des tarifs compétitifs et ainsi soutenir la croissance économique du pays », a souligné Mme Wague.

Des recommandations formulées

Des présentations d'experts en énergie renouvelable et des panels de discussion entre les experts et les participants sur la mobilisation du secteur privé et sur les opportunités de financement privé pour les entreprises au Burundi ont permis de formuler plusieurs recommandations afin d'accélérer l'accès universel à l'énergie pour toute la population burundaise.

Ainsi, il est recommandé au Gouvernement du Burundi de continuer à renforcer le cadre légal pour rendre les affaires plus incitatives, d'améliorer les performances du secteur de l'énergie pour les agences de l'Etat et pour le secteur privé, de continuer de mobiliser les fonds pour compléter le gap de 435 millions de USD nécessaire chaque année pour que l'objectif de 2030 soit atteint. Dans le même sens, le pays doit se préparer à être pionnier dans le programme M500, un programme financé par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) qui planifie de connecter à l'électricité 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030.

Il est aussi crucial de sensibiliser les banques locales et les microfinances à financer les projets sur énergie renouvelable, d'exonérer les produits de la mobilité électrique dont les motos et les véhicules électriques et de mettre en place les mesures de certification des produits pour l'assurance qualité.

Le faible taux d'accès à l'énergie au Burundi, une opportunité pour les investisseurs

Le secteur privé a été exhorté à concevoir le faible taux d'accès à l'énergie au Burundi, comme une opportunité d'investissement. Ainsi, le ministre Uwizeye a appelé le secteur privé national et international à préparer des projets bancables en collaboration avec la Direction Générale de l'Énergie et de les déposer auprès des partenaires pour financement. « L'appui du Gouvernement dans la requête des financements est garanti », a-t-il ajouté.

Quant au rôle des partenaires au développement, les participants ont suggéré que les solutions d'énergie renouvelable déployées permettent le développement des activités génératrices de revenus et des hubs énergétiques pour assurer la croissance économique du pays.

Enfin, le ministre Uwizeye a tenu à remercier le Groupe de la Banque Mondiale, l'Alliance pour l'Electrification Rurale (ARE) et tous les partenaires au développement qui ne cessent pas d'appuyer le Burundi dans le secteur de l'énergie.



Les journées sur l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi permet au Gouvernement et ses partenaires au développement en collaboration avec le secteur privé d'identifier les défis auxquels fait face le secteur de l'énergie et proposer des solutions.

AVIS DE RECRUTEMENT

Enabel recrute **Un Contrôleur de gestion ; Un Project Manager du projet d'appui à l'INSP et Un Field Officer Production et Alimentation des détenus**. Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : www.esoko.bi, ou la page Facebook: @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France, Immeuble Ruhara, 2ème étage. Les dossiers de candidatures (**CV actualisé comprenant 3 personnes de référence professionnelle, Lettre de motivation adressée au Directeur Général d'INFINITY GROUP et copies de Diplômes certifiés par le Ministère de l'Education**) devront être envoyés dans un seul document PDF à l'adresse enabel.burundi@infinitygroup.bi et doivent porter la mention « **Recrutement Enabel- Un Contrôleur de gestion** » ou « **Recrutement Enabel-Un Project Manager du Projet d'appui à l'INSP** » ou « **Recrutement Enabel-Un Field Officer Production et Alimentation des détenus** ». La date limite de dépôt est fixée au plus tard le 27 Octobre 2024 à 23 :59 (GMT+2).

A Enabel les postes vacants sont ouverts à toute personne qui remplit les conditions décrites dans les offres d'emploi. Enabel s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de son personnel. Enabel ne fait pas de discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap ou tout autre facteur que les compétences.

Fait à Bujumbura, le 11 Octobre 2024

La Direction

AGRICULTURE

Le Burundi a réceptionné le deuxième lot de semences de maïs hybride

Le gouvernement du Burundi soutient les agriculteurs en leur fournissant des intrants agricoles. Pour la saison culturale 2025 A, 800 tonnes de semences de maïs hybride ont été commandées de Zambie. En plus d'un premier lot réceptionné au cours du mois dernier, un deuxième lot de 400 tonnes a récemment été réceptionné au port de Bujumbura



Le deuxième lot de semences de maïs hybride importées de Zambie et pesant 400 tonnes a été réceptionné par le ministre en charge de l'agriculture au port de Bujumbura.

Le deuxième lot de semences de maïs hybride dénommé PAN 53 et pesant 400 tonnes a été réceptionné au port de Bujumbura dimanche le 13 octobre 2024. Ces semences s'ajoutent aux 400 tonnes précédemment réceptionnées en provenance de la Zambie, portant le total à 800 tonnes commandées. Prosper Dodiko, ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a mis en garde les responsables agricoles au niveau provincial, communal et collinaire contre toute implication dans la distribution illégale de ces semences. Il a souligné que toute personne attrapée en flagrant délit de fraude de ces semences sera sévèrement sanctionnée.

Le ministre a récemment précisé que le prix de ces semences est fixé à 4 200 FBu le kilo au moment où la même variété se vend à 25 000 FBu le kilo sur le marché. Ce sujet a déjà été abordé auparavant. Selon le ministre Dodiko, un prix si bas pourrait susciter des tentatives de fraude. Il a signalé que quelques cas de tricherie avaient déjà été observés lors de la distribution du premier lot. En conséquence, des enquêtes sont en cours pour identifier les responsables de ces mauvaises pratiques.

Les semences de maïs importées sont-elles suffisantes pour les agriculteurs ?

Lors de l'émission publique des porte-paroles des institutions étatiques qui s'est tenue le 11 octobre 2024 dans la province de Bururi, plusieurs questions ont été soulevées, notamment celle liée aux semences de maïs. En réponse aux préoccupations exprimées par les participants à ladite émission en ce qui concerne la quantité insuffisante des semences de

maïs hybride reçues, Clément Ndikumasabo, porte-parole du ministère en charge de l'agriculture a indiqué que, bien que les quantités des semences de maïs PAN 53 ne satisfassent pas les agriculteurs, ces derniers ont la possibilité d'acheter d'autres semences auprès des multiplicateurs semenciers. Il a également ajouté que ces semences donnent un bon rendement.

Pour les agriculteurs désireux de se procurer les variétés de semences produites localement, Ndikumasabo a recommandé de s'adresser aux

directeurs des Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (BPEAE). Ces derniers peuvent les orienter vers les points de vente appropriés de ces semences.

Retard dans la distribution des intrants agricoles, un défi

Les agriculteurs de certaines provinces du pays ont soulevé la question du retard dans les semis de la saison culturale 2025 A en raison du manque de semences,

notamment celles du maïs. Ils sont contraints d'utiliser celles disponibles sur le marché ou acquises auprès des multiplicateurs semenciers. Cependant, les agriculteurs des provinces de Kayanza et Ngozi ont signalé que ces semences présentent quelques défis et produisent un rendement inférieur à celui des semences de maïs de la variété PAN 53 importées de Zambie, comme l'indique le compte Facebook de la Radio Bonasha.

Parallèlement, la disponibilité en temps voulu de l'engrais organo-minéral de FOMI pose également problème. Lors de l'émission publique animée par les porte-paroles des institutions publiques, Ndikumasabo a précisé que le manque de produits pétroliers, en particulier ceux de type mazout constitue un des principaux défis pour l'approvisionnement des agriculteurs en intrants agricoles, notamment pour les déplacements vers les zones proches des agriculteurs. De plus, d'autres difficultés ressenties par les agriculteurs ont été mentionnées lors de cette émission, tels que des agriculteurs qui n'ont pas reçu l'engrais chimique pour la saison culturale 2024 C, bien qu'ils aient réglé le coût de cet intrant. C'est le cas dans la province de Makamba, en commune de Kayogoro et à Nyanza-lac. Concernant cette préoccupation, Ndikumasabo a indiqué que la commission en charge de ces questions est en train de travailler à trouver des solutions aux problèmes soulevés.

Donc, la disponibilité en temps utile des intrants agricoles s'avère essentielle.

Jonathan Nzoyibonera

La santé pour tous sans molécules ?

Dans la municipalité de Bujumbura, on observe une flambée des prix des médicaments. Cependant, le volume des importations des médicaments a diminué depuis 2021 et l'offre des industries pharmaceutiques locales reste faible. Le ministère de la Santé Publique prévoit la mise en place d'une nouvelle industrie de fabrication des médicaments et le gouvernement est appelé à fixer le prix officiel pour tous les vendeurs de médicaments pour couper court à toutes les spéculations qui s'invitent dans le secteur des médicaments.

Selon les données de l'Institut National des Statistiques du Burundi (INSBU), le taux d'importation des médicaments a diminué. Dans le bulletin trimestriel du commerce extérieur T1-24, les importations des médicaments s'élevaient à 48 milliards de FBu au troisième trimestre de 2020. Au cours du même trimestre de l'année 2021, elles ont fortement diminué, atteignant seulement 11 milliards de FBu. En 2022, elles ont frolé la barre des 27 milliards de FBu, tandis qu'en 2023, elles ont atteint 26 milliards de FBu. Au premier trimestre de cette année 2024, les importations des médicaments s'élèvent à un montant de 28 milliards de FBu.

Cependant, dans un atelier du 26 septembre 2024 organisé par la Plateforme des Acteurs des Mutuelles de Santé au Burundi (PAMUSAB) portant sur l'état des lieux des prix appliqués aux services et soins de santé dans les structures sanitaires conventionnées avec les mutuelles communautaires de santé, le consultant Dr Alain Ndayikunda avait annoncé que les importateurs des médicaments ont un accès prioritaire aux devises au taux de change officiel de la Banque centrale, afin d'éviter la rupture de stocks des médicaments.

médicament. Si le médicament n'est pas acheté, l'état de santé du patient peut se détériorer et, dans ce cas, les conséquences reviennent sur la famille. » M. Nindereye plaide pour que les prix des médicaments soient uniformisés. Il appelle les autorités habilitées à établir un prix officiel pour les médicaments et à punir ceux qui les vendent à des prix élevés.

Quid des perspectives d'avenir pour le secteur pharmaceutique ?

Lors d'une séance plénière du 11 décembre 2023 à l'hémicycle de Kigobe, Dr Lyduine Baradahana, la ministre de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida a annoncé que les principaux projets que prévoit le ministère de la Santé incluent la mise en place d'une industrie de fabrication des médicaments et le renforcement du secteur des médicaments. « Il est essentiel que certains médicaments soient produits par le pays lui-même afin d'éviter les problèmes de rupture de stock. En ce qui concerne l'approvisionnement et l'importation des médicaments, nous devons mettre en place des moyens pour contrôler si les médicaments importés sont

affirme que, selon la loi régissant les marchés publics, la CAMEBU s'approvisionne auprès des industries locales même si elle ne reçoit pas tous les médicaments commandés en raison d'un faible taux de production, cela avec des exemples illustratifs à l'appui. « À la fin de 2020, Pona a gagné un marché d'une valeur de 1,37 milliard de FBu et a affirmé que la livraison prendrait 2 semaines, comme cela était stipulé dans le contrat. Cependant, la livraison a énormément tardé et, jusqu'à aujourd'hui, elle n'a atteint que 79%. En raison de ce retard, Pona a été sanctionnée d'une amende de plus de 137 millions de FBu par la CAMEBU ».

Mme la Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida indique également que la Camebu peut constater que les prix pratiqués par les industries pharmaceutiques locales sont élevés par rapport à ceux des industries domiciliées à l'étranger. Dans ce cas, ces premières ne parviennent à gagner qu'un petit marché par rapport à la demande de la Camebu. Une autre raison est que, sur les 450 médicaments essentiels, Pona n'en produit que 8. De surcroît, les médicaments fabriqués localement sont généralement des comprimés et des sirops, tandis que la CAMEBU a besoin d'autres formes de médicaments comme ceux administrés par voie intraveineuse ainsi que d'autres matériels médicaux.

Tableau illustrant les prix de certains médicaments essentiels dans les pharmacies situées au centre-ville de Bujumbura

Nom des médicaments	Prix en FBu/ Janvier 2024	Prix en FBu/ octobre 2024
Amoxicilline gélule 500mg	2 000 ou 2 500	2 500 ou 3 000
Métronidazole sirop	3 000	3 500 ou 4000
Métronidazole cp 250mg	2 000	3 500
Paracétamol comprimé	300	500
Ibuprofen comprimé 400mg	1 800	2 000 ou 2 500
Ibuprofen sirop	2 500	3 000
Albendazole comprimé	300	500
Albendazole sirop	700	2 000 ou 2 100
Cloxacilline comprimé	2 500	3 000
Lofnac comprimé	800	1 000
Diclofenac comprimé	500	500
Gentamycine collure	1 500	2 000

Dans certaines pharmacies situées dans les quartiers de Bwiza, Nyakabiga, Kigobe, les prix de certains médicaments essentiels se présentent comme suit :

Nom des médicaments	Prix en FBu/Janvier 2024	Prix en FBu/ octobre 2024
Amoxicilline gélule 500mg	1 500 ou 2 000	2 500 ou 3 000
Métronidazole sirop	2 500	3 000
Métronidazole cp 250mg	1 500	2 000
Paracétamol cp	250 ; 300	500
Ibuprofen cp 400mg	400 ; 700	1 500 ou 2 000
Ibuprofen sirop	2 500	2 500
Albendazole cp	300 par cp	300 ou 500
Albendazole sirop	700 par flacon	2 000 ou 2 500
Cloxacilline cp	2 000	2 500
Ciprofloxacine cp	1 200 ou 1 500	2 000
Cotrimoxazole 480mg	480 ou 500	1 000
Cotrimoxazole 800mg	2 000	2 500
Quinine	7 000	7 000
Efferalgan	500 par cp	1 000 par cp
Diclofenac cp	300 ou 500	500 ou 700
Gentamycine collule	800	2 000

Aline Niyibigira

Dans différentes pharmacies situées dans le centre et dans les quartiers périphériques de la ville de Bujumbura, les prix de certains médicaments essentiels sont prohibitifs. Les tarifs varient d'une pharmacie à l'autre. On ne peut pas ignorer l'indisponibilité de certains médicaments. Pourtant, ces derniers constituent l'un des piliers majeurs de tout le système



Le taux d'importation des médicaments essentiels a diminué. La Camebu ne s'approvisionne pas en totalité auprès des industries pharmaceutiques locales en raison de leur faible taux de production.

national de santé. Certains acteurs du secteur de la santé indiquent que cette cherté des médicaments est dû au manque de devises.

Une femme oeuvrant dans une pharmacie du quartier Bwiza explique que les prix ont aussi grimpé dans les pharmacies de gros où ils s'approvisionnent. « Dans les pharmacies de gros, les prix varient d'un jour à l'autre. Aujourd'hui, on peut s'approvisionner à bas prix mais, après deux jours, on trouve que le prix a augmenté. Cependant, le propriétaire ne peut pas se permettre de travailler à perte. C'est dans ce sens qu'un seul médicament peut être vendu à des prix très différents dans des pharmacies toutes proches ».

Evolution des importations des médicaments en dent de scie

L'uniformisation des prix des médicaments, un souhait de l'ABDDM

Pierre Nindereye, représentant légal de l'Association Burundaise pour la Défense des Droits des Malades (ABDDM), déclare qu'avec l'indisponibilité et la cherté des médicaments, les droits des malades sont bafoués. « Il est incompréhensible de constater que les vendeurs de médicaments s'approvisionnent de la même manière et à un même prix, mais les vendent à des prix différents, comme s'il n'existait pas de lois régissant les prix des médicaments (loi pharmaceutique) ».

Et d'ajouter : « Lorsqu'un médicament est prescrit et que le patient le trouve très cher sur le marché, le patient peut vendre les biens de la famille comme par exemple une parcelle ou d'autres objets de valeur pour acheter le

réellement efficaces pour les malades ou s'ils ne constituent pas un danger pour la santé de la population ». Elle a également souligné qu'il est essentiel que l'Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments à usage humain et des Aliments (ABREMA) et l'Institut National de Santé Publique (INSP) soient réhabilités.

Un faible taux de production des industries pharmaceutiques locales

Dans le rapport de la commission permanente chargée de l'agriculture et de l'élevage à l'Assemblée Nationale, les industries pharmaceutiques locales, à savoir Siphar et Pona se lamentent que la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels du Burundi (CAMEBU) s'approvisionne à l'étranger alors qu'elles vendent des médicaments homologués par l'ABREMA. Sur cette question, Mme Baradaha



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

